

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Convention collective nationale

IDCC : **3251** | **BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVREURIE, HORLOGERIE**
(BJOH)

Avenant n° 2 du 19 mars 2025 relatif à la mise en conformité de la convention collective

NOR : ASET2550776M

IDCC : 3251

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CN HBJO,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGMM CFDT ;

FCMTM CFE-CGC ;

FO métallurgie ;

FEDE métallurgie CFTC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant fait suite à l'arrêté d'extension du 15 janvier 2025 à l'accord relatif à l'organisation du temps de travail.

La finalité des dispositions qui suivent est de mettre en conformité ce texte conventionnel pour tenir compte des réserves et exclusions contenues dans ledit arrêté pour en permettre une plus grande lisibilité, une meilleure compréhension et application.

L'accord concerné sera donc révisé en fonction des dispositions contenues dans le présent avenant.

Article 1^{er} | Cadres et salariés itinérants

Dans l'article 12 de l'accord du 3 octobre 2023, à la fin du 3^e alinéa, il est rajouté une phrase ainsi rédigée :

« Cette durée s'apprécie dans le cadre de l'année civile ou toute autre période de 12 mois consécutifs définie après information du CSE s'il existe. »

La dernière phrase de l'article 12 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

« La convention individuelle de forfait fixera le nombre d'heures annuelles dans la limite annuelle ci-dessus. »

Article 2 | Salariés en forfait en jours

Dans l'article 13.2, au début du 2^e alinéa, les mots « le contrat de travail » sont remplacés par les mots « la convention individuelle de forfait... »

À la fin du 2^e alinéa, il est rajouté une phrase ainsi rédigée :

« La période de référence du forfait est l'année civile ou toute autre période de référence de 12 mois consécutifs définie après information du CSE, s'il existe. »

Article 3 | Aménagement temporaire – complément d'heures

Dans le 4^e alinéa de l'article 19, la 2^e phrase est supprimée et remplacée par une nouvelle phrase ainsi rédigée :

« Toutefois, cette augmentation ne pourra atteindre la durée légale ou si elle est inférieure à la durée fixée conventionnellement. »

Article 4 | Dispositions finales

4.1. Entreprises de moins de 50 salariés

Le présent accord s'appliquera également aux entreprises de moins de 50 salariés dans les conditions qu'il définit.

4.2. Durée. Dénonciation. Révision

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé ou révisé à tout moment, conformément aux dispositions légales.

4.3. Date d'effet

Sous réserve du droit d'opposition, l'application du présent d'accord sera effective dès sa signature pour les entreprises adhérentes aux organisations syndicales patronales et à la date de l'arrêté d'extension pour les autres.

4.4. Dépôt. Extension

L'extension du présent accord sera demandée par la partie diligente. Son dépôt sera effectué au conseil des prud'hommes de Paris, à la direction générale du travail.

Fait à Paris, le 19 mars 2025.

(Suivent les signatures.)